

Société | Débat LGV-GPSO: Informations, échanges... et des cartons rouges pour RFF



Ils sont venus nombreux ce jeudi 6 novembre au pôle culturel du Marsan pour assister à la réunion publique d'information et d'échange, réalisée dans le cadre de l'enquête publique sur les projets de lignes LGV nouvelles entre Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, dans le cadre du programme GPSO. Parmi eux, les militants anti LGV et pour la modernisation des voies nouvelles, étaient venus en masse... De quoi augurer une longue soirée pour les représentants de RFF assis en tribune: André Bayle, le chef de la mission Grands projets du Sud-ouest, Daniel Coz, l'interlocuteur RFF pour les Landes, et Etienne Picher, Chef de pôle Bordeaux. Et de fait la réunion débutée à 20h, en présence des membres de la Commission d'enquête, s'est terminée trois heures plus tard, dans une ambiance animée mais maîtrisée par l'arbitrage juste mais ferme de Jean Petaux, professeur à l'IEP de Bordeaux.

«Nous sommes ici pour vous entendre vous exprimer. Cette réunion n'a rien d'obligatoire dans la procédure d'enquête publique. C'est nous, les commissaires enquêteurs, qui avons fait le choix de l'organiser car nous considérons que les échanges «en live» sont souvent plus fructueux que les participations écrites» a lancé en début de réunion, Daniel Magueret, le Président de la Commission d'Enquête. Pour autant il prévient d'emblée le public, «nous serons plus sensibles aux arguments qu'aux anathèmes». Et il faut le reconnaître, c'est bien souvent une guerre de chiffres et de rapports que se sont livrés pro et anti LGV.

Levée de cartons rougesAprès que chacun des deux «camps», par la voix André Bayle pour RFF, et celle de Roland Legros au nom de la coordination des associations de lutte contre le projet GPSO eut présenté sa vision et arguments pour ou contre le projet, l'échange fut nourri entre la salle et les représentants de RFF. Et dans les gradins, récent rapport de la Cour des comptes sous le coude (qui ne plaide pas pour la réalisation de voies nouvelles), on ne manquait pas de balles pour tenter de destabiliser «l'adversaire». Sous-estimation des coûts, sur estimation de la fréquentation et de la rentabilité de l'opération, remise en cause d'un réel gain de temps une fois inclus les arrêts en gares, endettement de RFF... La barque des reproches était chargée, avec en point d'orgue, la question du financement de ces éventuelles futures lignes estimé à 8,3 Mds € pour les LGV nouvelles et 9,5 Mds €

en incluant la modernisation de lignes existantes à l'entrée de Bordeaux et Toulouse.

Une question «forcément légitime», reprise à son compte par le Président de la Commission d'enquête lui-même, mais qui, malgré les différentes options possibles exposées par André Bayle, autrement dit avec ou sans partenaire privé, reste objectivement sans réponse. RFF précisant, qu'en terme de calendrier, la question serait à régler après la déclaration d'utilité publique, soit en 2015-2016. Des explications qui, entraînerent côté public, une levée de cartons rouges. Une petite attention silencieuse à l'égard des responsables de RFF, utilisée à plusieurs reprises dans la soirée en signe de désapprobation générale sur les réponses apportées.

Silence radio sur l'environnementAutres sujets plus locaux évoqués dans la soirée, et là encore ponctués de rouge, la construction de la nouvelle gare LGV de Mont-de-Marsan, situé en réalité à Lucbardez à une quinzaine de kilomètres de la préfecture landaise. Questions sur ses dessertes, sur les 14 passages à niveau à rénover pour la liaison avec la gare TER de Mont-de-Marsan, la proximité d'une zone SEVESO 2... Questions aussi sur le nombre de dessertes à Dax, débat de détail sur le temps d'accélération et de décélération d'un TGV, inquiétude sur les procédures d'expropriation, ou bien encore, interrogations sur le sujet sensible, du déplacement du fuseau nord de la LGV à Uchacq et Parentis, à propos duquel un ancien conseiller de la Ministre de l'Economie de l'époque, a été mis en examen pour prise illégale d'intérêt...

Autant de questions et de prises de position souvent fortes du public auxquelles les représentants de RFF, parfois touchés mais jamais coulés, ont toujours fait l'effort d'apporter une réponse. Un débat qui pour autant n'aura pas sans doute pas convaincu grand monde, puisque au-delà des chiffres apportés de part et d'autre, c'est bien souvent sur la méthodologie même des ces évaluations socio-économiques que se fondent les désaccords. Notant "la qualité du débat sur un dossier compliqué", le Président de la Commission d'enquête s'étonne tout de même en fin de rencontre de l'absence d'échanges sur un aspect pourtant important du projet GPSO: ses impacts environnementaux. Un silence radio sur l'environnement pour le moins étonnant, et ce malgré la présence dans le public de membres d'associations de défense de la nature.

En fin de soirée, Daniel Maguerez, le Président de la Commission d'Enquête a annoncé que pour répondre aux demandes du grand public et des associations, trois autres réunions de ce type, initialement non prévues au calendrier de la Commission d'enquête, seraient organisées à Langon, Montauban et Toulouse. Plus de précisions sur le site www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Grand-Projet-Ferroviaire-du-Sud-Ouest-GPSO



Solène Méric

Credit Photo : Aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 07/11/2014
[Url de cet article](#)